

Le retour de F. Hollande ? Vraiment ?

Posté le : 11 août 2026 08:37 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Attitudes, Histoire économique récente, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

L'avantage des blogs au long cours comme le nôtre, est qu'il permet de se remettre dans les conditions du passé. A un moment où des commentateurs du fumeux « bloc central », en fait un ramassis socialo-centriste, et des personnalités politiquement aussi nocives qu'un Bayrou explique que le retour de Hollande ne serait pas un problème, il est bon de se rappeler de quoi on parlait en 2012 : **du nombre de Français payant plus de 100% d'impôts**, c'est à dire d'une forfaiture anti démocratique et un moteur d'autodestruction d'un pays. A un moment où on s'interroge sur l'effondrement du pays dans tous les classements et notamment celui du PIB par habitant, il est clair qu'on touche là une cause essentielle.

Nous disions : Le fait qu'une personne, une seule, puisse être victime de la capture de tout son revenu devrait être un scandale national et provoquer **une véritable insurrection des consciences**.

Grace à M. Carrez la réalité de cette taxation à 100% a été, un court instant, reconnue.

« Comment la droite réagit-elle à ce qu'elle a sciemment fait en le cachant ?

Comment la gauche réagit-elle maintenant que les chiffres sont publics ?

La presse va-t-elle engager le débat ?

Le Conseil Constitutionnel peut-il désormais ignorer que les mesures qu'il accepte conduisent à la spoliation totale du revenu des citoyens ?

Gageons qu'une fois de plus le silence retombera. L'injustice sera minimisée et évacuée ».

Et oui, **tout a été évacué**. Et la France est le terrain de jeu de tous ceux qui veulent prendre encore plus aux riches. Les exagérations de Hollande et du sinistre Eckert ont créé l'illusionniste Macron qui a vu dans la dénonciation des excès socialistes l'occasion d'une carrière présidentielle. On a vu qu'il a fini, pour durer encore un peu après le caprice de la dissolution, par exiger du gouvernement Lecornu qu'il lâche tout aux socialistes, ruinant jusqu'aux apparences de son discours pour niais. Et on voit les mêmes journalistes comme Alain Duhamel défendre à nouveau la candidature de Hollande en prétendant qu'avec le CICE, il avait été pro business ! Une occasion de rappeler que tout centriste est d'abord un socialiste larvé et qu'il ajoute à cette pétition de principe le wokisme, l'eupéisme, l'atlantisme, l'écologisme et qu'il n'y a pas une seule mesure désastreuse en France qui n'a été prise sans le soutien centriste et que nombre de mesures nécessaires ont été bloquées par les Centristes.

Alors que l'effondrement démographique est la cause principale de nos tourments budgétaires,

rappelons que l'abruti Hollande a supprimé les allocations familiales universelles !

Un des gros problèmes de LR est que ce parti, noyauté par l'Enarchie Compassionnelle et bienveillante, est devenu centriste, ouvrant la porte à tous les aventurismes.

Voici l'article de 2012 :

Nous défendons depuis toujours l'abrogation de l'ISF, impôt dont les motivations sont purement négatives et offensantes, et dont les modalités ne peuvent provoquer que des conséquences déplorables, familiales ou nationales.

Oui, l'ISF pose un problème national grave. Il ne peut se déboucler globalement que par la vente d'une partie de la fortune française **à des étrangers**. Est-ce réellement un objectif pour une nation ?

Il provoque, pratiquement mécaniquement, une prédation importante sur le revenu, parfois jusqu'à la confiscation totale pour certains contribuables et pas les plus riches.

Nous prétendons qu'utiliser la force publique pour saisir la totalité du revenu d'un citoyen est un abus de pouvoir et une déchirure du pacte social. Nous ne sommes plus face à une "contribution" mais à une spoliation et, disons-le tout net, cette confiscation s'apparente à un vol.

Nous avons chiffré entre 10.000 et 30.000 les familles concernées par ce vol chaque année, l'ampleur des chiffres dépendant des impôts pris en compte et des chiffres de référence. Comme toujours, la réalité est compliquée et on peut jouer sur les bases, le champ d'impôts pris en compte, etc. Il faut bien garder à l'esprit que les impôts directs ne représentent qu'une fraction minime des prélèvements totaux. Si on prend l'ensemble des rémunérations et qu'on y rapporte les impôts, taxes et charges sociales, on constate que le nombre de Français payant plus de 100% d'impôts et de prélèvements est très supérieur à 30.000.

Dans notre système d'information « construite » où la vérité est occultée, filtrée ou minimisée, les faits ont du mal à se faire une place. Les Echos et le Monde ont publié le chiffre de 8.200 foyers fiscaux imposés à plus de 100% en 2012. Ce chiffre est "confirmé par le Ministère du Budget". Il découvre à peine 20% de la réalité.

C'est normal quand l'Etat ne fournit aucune information régulièrement sur ce sujet sensible. Comme pour les départs à l'étrangers des Français qui cherchent à fuir la spoliation, le silence administratif et gouvernemental est d'or. Ce qui est tout simplement une honte. S'agissant d'une rupture du pacte républicain, tous les députés de tous les bords devraient être vent debout pour obtenir toutes les clarifications nécessaires. Silence dans les rangs : il s'agit de "riches". N'allez pas salir votre image ! A droite comme à gauche.

Dans le cas des chiffres cités dans la presse, on ne prend que les bases déclaratives (revenu fiscal de référence et revenu pris en compte dans le calcul du plafonnement). Ce sont celles qui minorent le plus le phénomène. On trouve néanmoins 8 010 foyers fiscaux entièrement spoliés avec une hausse de 1. 610 foyers ou 2.789 fiscaux entre 2011 et 2012, selon les calculs publiés.

Ce qui veut dire que, avant même 2012, et les délires électoralistes socialistes de M. Hollande, des milliers de Français payaient déjà plus de 100%, comme nous ne cessons de le dire et de l'écrire.

En supprimant le plafonnement en 2012 de l'ISF, Hollande a sciemment aggravé les spoliations. Mais, le système précédent n'était pas plus juste. Juppé avait lui-même supprimé le plafonnement en 1995 !

Si on ajoute **les autres prélèvements**, le nombre des Français qui paient plus de 100% d'impôts est supérieur à 30.000. Ce qui explique l'exode des fortunes depuis des années.

Ce premier aveu public depuis quarante ans est pour nous une grande avancée. Car nous vivons depuis quarante ans dans le déni. La première réponse, lorsque nous parlions de ces milliers de Français, était toujours la même : ce n'est pas vrai. Ce n'est pas possible.

Les intervenants ou les interlocuteurs de gauche ne voulaient pas d'une vérité qui leur posait tout de même un problème. Prendre 100% du revenu d'un citoyen est intolérable quel que soit le bord politique.

Même à droite, on ne voulait pas entrer dans ce débat. Surtout parce que les dirigeants de la droite, Juppé et Chirac en premier, mais Sarkozy a mis ses pieds dans leurs traces, avaient décidé que cette mesure "symbolique" avait un « coût d'abrogation trop lourd électoralement ». Prendre tout le revenu de milliers de Français n'est pas symbolique. Et conserver la mesure, parce que « frapper les riches » est populaire, est indécent. Diriger un pays ce n'est pas nourrir la joie mauvaise de certains à voir frapper injustement des boucs émissaires.

Sur ce blog lorsque nous avons écrit que l'abjecte mesure Hollande allait multiplier les familles spoliées entièrement de leur revenu par l'impôt, beaucoup des commentaires ont nié cette possibilité, vue comme une outrance polémique. Il n'y avait aucune outrance polémique. La réalité, simplement la réalité !

Lors de l'affaire Depardieu, le Parti socialiste a menti. L'abruti malsain qui dirige le PS comme factotum du déplorable Hollande, a crié que personne ne pouvait payer 85% d'impôts en France. MM. Ayrault, Moscovici et toutes les bouches à feu du PS ont embrayé le pas. Même M. Zemmour a considéré que M. Carrez en faisait trop en parlant de "quelques centaines" de spoliés complets. La vérité est désormais partielle mais acquise.

Une dizaine de milliers de foyers sont spoliés de tout leur revenu., selon les critères les plus étroits. Nous affirmons que plus de 60.000 foyers fiscaux ont payé en 2012 plus de 75% d'impôts sur les mêmes bases (les estimations vont de 40 à 100.000 selon la manière dont on les prend).

Hollande, Ayrault, Eckert et Moscovici ont tenté de tourner le jugement du Conseil Constitutionnel en augmentant artificiellement les bases du revenu (il suffisait d'y faire entrer les plus-values non réalisées). Ce dispositif a été à son tour retoqué.

Mais jugeons ces hommes à leur objectif passionnel électoraliste : ils veulent de toutes leurs forces, prendre plus de 100% de leur revenu à des milliers de Français ! Ils ne méritent qu'une chose : l'inéligibilité à vie, la privation totale de revenu pendant 5 ans et l'indemnisation des victimes sur leurs biens propres... Chiche !

Il n'y a pas de démocratie possible quand 100% du revenu est prélevé sur une famille en temps de paix. Il n'y a même plus de liberté. On fait jouer aux fonctionnaires de la DGI un rôle abject d'auxiliaire de la prédation. C'est abaisser l'administration fiscale que de leur demander de voler tout le fruit du travail des citoyens.

Le problème de l'abjection violente d'Etat, c'est qu'elle gangrène tous ceux qui y prennent part.

Il ne faut pas croire que tous les fonctionnaires des impôts sont heureux d'augmenter leurs primes

en volant la totalité du revenu des quidams qu'ils ont devant les yeux. La gestapo et le NKVD ne sont pas les idoles des contrôleurs fiscaux !

Le fait qu'une personne, une seule, puisse être victime de la capture de tout son revenu devrait être un scandale national et provoquer **une véritable insurrection des consciences**.

"NON NOUS NE VOULONS PLUS DE CELA. JAMAIS ! L'ETAT NE SERT PAS A CELA"

Même George Marchais dans ses envolées pré-mélenchonesques n'évoquait de "prendre tout" qu'au-delà d'un certain seuil.

Comment la droite réagit-elle à ce qu'elle a sciemment fait en le cachant ?

Comment la gauche réagit-elle maintenant que les chiffres sont publics ?

La presse va-t-elle engager le débat ?

Le Conseil Constitutionnel peut-il désormais ignorer que les mesures qu'il accepte conduisent à la spoliation totale du revenu des citoyens ?

Gageons qu'une fois de plus le silence retombera. L'injustice sera minimisée et évacuée.

En 2013 un dispositif de plafonnement va être rétabli. On tombera à 5-600 foyers spoliés à 100% (selon le mode de calcul le plus favorable) dans l'indifférence générale. On sera toujours entre 40 et 100 000 foyers payant entre 75 et 100% de prélèvements de toute nature. La France sera toujours à l'encan.

Maintenant qu'une part de la vérité est établie et incontestable, même pour le plus borné des croyants socialistes, répétons-le crûment :

Il n'existe aucun fondement d'aucune nature à un prélèvement de 100% du revenu d'un citoyen. Quiconque détourne la puissance publique pour priver un citoyen de son revenu commet un abus de pouvoir. Il doit être condamné et exclu définitivement de la communauté des citoyens Français : perte de toutes décorations ; perte de l'éligibilité ; perte des droits sociaux et éventuellement de la nationalité française pour les bi nationaux.

En maintenant un tel système et en l'aggravant à plaisir, M. Hollande est dans la délinquance politicienne, obscène et infâmante, pas dans la République ni la démocratie.